

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SYNOVA

Espace Baron Lacour
27570 Tillières-Sur-Avre

Références : 27 / 2025 - 24
Code AIOT : 0005802247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2025 dans l'établissement SYNOVA implanté Espace Baron Lacour 27570 Tillières-sur-Avre. L'inspection a été annoncée le 30/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport a pour but de faire un état de l'avancement des travaux d'aménagement prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/09/2023, et notamment ceux arrivant à échéance fin 2024.

Cette visite a été couplée à une réunion multipartite organisée par les sous-préfectures de Bernay (27) et Dreux (28) et s'étant tenue en mairie de Bérou-la-Mulotière (commune limitrophe de l'installation) afin d'exposer les travaux engagés à partir de février 2025 sur le pont de la Guillerie reliant les communes de Tillières-sur-Avre et de Bérou-le-Mulotière, principale voie d'accès au site SYNOVA, les perturbations pour le trafic et les nuisances associées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNOVA
- Espace Baron Lacour 27570 Tillières-sur-Avre
- Code AIOT : 0005802247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SYNOVA fabrique des granulés plastiques destinés au moulage (par injection) pour ses clients plasturgistes, essentiellement du secteur automobile.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le portillon d'accès au bassin de confinement des eaux de la zone Nord est situé à l'opposé de l'emplacement de la vanne d'obturation du bassin, ne permettant pas d'y accéder rapidement .

Ce portillon est verrouillé en permanence, prévenant ainsi une intrusion à l'intérieur de l'enclos autour du bassin, mais aucun équipement permettant de l'ouvrir en cas d'urgence n'est présent. Par ailleurs, il n'y a pas d'affichage à proximité de la vanne d'obturation permettant de la repérer rapidement, ni d'indication sur le sens normal de manœuvre pour s'assurer de sa fermeture en cas d'urgence.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 4.3.10	Demande d'action corrective	4 mois
2	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.3	Demande d'action corrective	3 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.5.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Détection	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	automatique incendie	14/09/2023, article 7.7.5		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Zones à atmosphères explosibles	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.4.1	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé l'ensemble des travaux prescrits par l'arrêté préfectoral du 14/09/2023. Certains ne sont pas totalement terminés mais tous sont soit en cours de finalisation, soit programmés pour le premier semestre 2025.

L'exploitant a notamment présenté toutes les pièces justificatives permettant de constater la programmation des différents chantiers.

Il est à noter que l'exploitant a régulièrement informé l'Inspection des installations classées de l'avancement des études et travaux d'aménagement, ainsi que des aléas pouvant expliquer le retard sur certains points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser une analyse des eaux pluviales avant rejet sur chaque point de rejet, de justifier la compatibilité du rejet avec le milieu naturel par un calcul d'incidence et de proposer des valeurs limites de rejet ne présentant pas d'impact pour le milieu naturel avant le 30/06/2024.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des analyses effectuées sur les rejets d'eaux pluviales en 2024. Ces résultats ne permettent pas une interprétation pertinente de la qualité des eaux rejetées, certains prélèvements ayant été effectués en amont des dispositifs de traitement, ce qui ne

<p>permet pas de connaître les concentrations au point de rejet.</p> <p>Par ailleurs, les analyses sont complètes uniquement sur le point de rejet « REJET FILTRE » (sortie de l'atelier extrusion), celui-ci étant le point de rejet présentant le plus gros flux.</p> <p>Les analyses des autres points de rejets ne présentent des résultats que sur les paramètres MES, DBO5 et DCO.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le calcul d'incidence mentionné à l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral du 14/09/2023, ni de proposer les valeurs limite d'émissions (VLE) requises.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que les points de prélèvements aux différents points de rejets sont conçus de manière à permettre une analyse des eaux traitées afin d'avoir une image de la qualité des rejets.</p> <p>De plus, il devra s'assurer que l'ensemble des paramètres sont analysés sur l'ensemble des points de rejets.</p> <p>Il devra également présenter à l'Inspection des installations classées un calcul d'incidence permettant de justifier de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec le milieu naturel, et proposer les VLE en accord avec ce calcul.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Accès et circulation dans l'établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, 2ème accès pompiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.</p> <p>L'aménagement du deuxième accès au site est réalisé au Sud des installations du secteur Sud avant le 31/12/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le chemin par lequel se fait l'accès secondaire est propriété de la commune de Tillières-sur-Avre. L'exploitant a donc reçu l'accord de la mairie de Tillières-sur-Avre pour l'exécution des travaux de stabilisation demandés à l'automne 2024, suite à la visite d'inspection du 12/10/2024, dont un des sujets était les aménagements pour la lutte contre l'incendie, en présence du SDIS 27.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les travaux de stabilisation étaient programmés pour le début du mois d'avril 2025, afin de bénéficier de conditions météorologiques favorables.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le bon de commande pour le remplacement du portail permettant de s'assurer que les engins de secours puissent prendre le virage nécessaire à l'entrée dans l'enceinte du site.</p> <p>La mise en place de ce portail est prévue en février 2025.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra transmettre des photos du nouveau portail lorsque celui-ci aura été installé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Murs coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Murs coupe-feu
Prescription contrôlée : [...] Les murs coupe-feu répondant aux caractéristiques minimales ci-dessous sont mis en oeuvre pour sécuriser le site selon l'échéancier suivant : <ol style="list-style-type: none"> 1. Face Nord du bâtiment brique - REI120 toute hauteur - 31/12/2024 2. - Limite séparative ("nouveau bâtiment" + "zone cadence") - REI120 sur 3,2 m de haut - 31/12/2024 - Face Nord du bâtiment "Zone cadence" - REI120 toute hauteur - 31/12/2024 <ol style="list-style-type: none"> 3. Bâtiment principal du secteur Sud - REI120 toute hauteur - 31/12/2024 4. Atelier extrusion - REI120 toute hauteur - 31/12/2024
Constats : Au jour de la visite, les travaux sur les murs coupe-feu REI 120 ont été terminés. Concernant les portes coupe-feu, la porte coulissante prévue sur la partie Est du mur coupe-feu de recoupement du bâtiment principal (dit Mur n°3) donnant sur l'extérieur n'est pas encore mise en place en raison de la nécessité de revoir son système de fixation sur le mur. Son installation est prévue en février 2025. L'exploitant est en attente des certificats qui doivent être émis par la société SOCOTEC une fois la dernière porte coupe-feu installée. Toutefois, au droit du « mur n°3 » (recoupement du bâtiment principal de la zone Sud), l'étanchéité au niveau de l'ouverture dans le toit n'est pas assurée puisqu'aucun dispositif n'a été prévu pour empêcher les fumées d'un incendie de passer par-dessus le mur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra installer un système permettant de limiter le passage des fumées par-dessus les murs coupe-feu aux endroits où des ouvertures sont présentes dans la toiture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit transmettre avant le 31/12/2024 une étude technico-économique dont l'objectif est d'installer des exutoires de fumées dans les bâtiments "Briques" et "Nord" en façade ou en toiture répondant aux caractéristiques suivantes : [...]
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection des installations classées un bon de commande auprès du bureau d'études SAFENGY daté du 07/01/2025 pour la réalisation d'une étude technico-économique dont le but est de proposer les solutions envisageables pour assurer le désenfumage des locaux en cas d'incendie. L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'Inspection des installations classées que d'après les diagnostics réalisés par le passé, tous les toits de ses installations sont amiantés, hormis le toit du bâtiment de la zone Nord et celui du bâtiment de déconditionnement des matières premières (bâtiment Ouest).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre les résultats de l'étude technico-économique lorsque celle-ci sera réalisée et indiquer la solution de désenfumage retenue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Zones à atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphères explosibles
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. [...] L'étude ATEX actualisée doit être transmise à l'inspection des installations classées avant le 30/09/2023. Suite à la visite du 07/05/2024, il avait été demandé à l'exploitant de mettre en oeuvre le plan d'action préconisé dans le rapport SOCOTEC du 13/06/2023 et de justifier que le matériel présent ou susceptible d'être présent en zone est bien compatible avec les zones ATEX préalablement identifiées.
Constats :

<p>Dans la zone reconditionnement après homogénéisation, l'exploitant a mis en place en sortie d'un silo d'homogénéisation un système de remplissage de big-bags fermés prévenant la dispersion de poussières, couplé à un système d'aspiration des poussières résiduelles. Ce système est en phase de test pendant un mois avant validation définitive et installation du même système en sortie des autres silos d'homogénéisation.</p> <p>Pour la zone « Formulation », 2 devis sont en cours d'établissement visant à mettre en place un dispositif permettant de réduire la dispersion de poussière autour de l'unité de formulation.</p> <p>Concernant la zone « Silos », le capotage des silos est prévu en 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite que la prévention de la dispersion de poussières, et ainsi du risque d'explosion, sera l'objet de travaux d'aménagement conséquent sur l'année 2025 et que le plan d'actions issu de l'étude ATEX menée par la société SOCOTEC en 2023 serait par conséquent intégralement mis en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard le 30/11/2023. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que les paratonnerres ont bien été installés.</p> <p>L'installation des parafofoudres doit être réalisée en mars 2025.</p> <p>Les certificats de l'ensemble des équipements seront reçus par l'exploitant après l'installation de l'ensemble des équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'Inspection des installations classées les certificats des équipements de protection contre la foudre et les paratonnerres lorsqu'ils auront été installés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

[...]

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés au risque à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- de 2 réserves d'eau de 450 m³ chacune accessibles pour intervenir sur les deux secteurs et d'une réserve complémentaire de 240 m³ pour le secteur Sud. La réserve de 240 m³ est installée avant le 30/09/2024. Des aires d'aspiration sont aménagées conformément à la fiche 2.9 du RDDECI pour chacune de ces réserves.
- d'extincteurs en qualité et quantité adaptées aux risques.

La zone de production "extrusion" dispose d'un système d'extinction automatique conforme aux référentiels en vigueur avant le 30/09/2024.

[...]

Constats :

L'inspection a permis de constater que la réserve incendie de 240 m³ a bien été installée sur l'emplacement prévu dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant a par ailleurs indiqué que les services du SDIS 27 étaient venus sur site le 16/01/2025 pour constater la mise en place de l'équipement et sa conformité au RDDECI, et a transmis à l'Inspection des installations classées le rapport de réception établi par le SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2023, article 7.7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique incendie

Prescription contrôlée :

Tous les bâtiments sont équipés de détection automatique d'incendie couplé à une alarme avec transmission à l'exploitant. Ce système de détection d'incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place avant le 30/09/2024.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que l'installation du système de détection automatique d'incendie avait débuté en septembre 2024. Les travaux sont toujours en cours et devraient être achevés en mai 2025.

L'inspection a permis de constater que les bâtiments « déconditionnement des matières premières » et « homogénéisation » étaient maintenant équipés de détection automatique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra prévenir l'Inspection des installations classées lorsque l'installation de la détection automatique d'incendie sera terminée et transmettre les certificats de conformité correspondant.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois